



Turquie 2050

Enrichissement individuel en Turquie ; *Mavi Vatan 2025* ; forêt de Belgrade

Le programme « Turquie 2050 » développe une analyse prospective sur les thèmes de la diplomatie, de la politique intérieure et de l'économie turques afin d'y anticiper les dynamiques des trente prochaines années.

Par l'équipe
du Programme
Turquie/Moyen-Orient
de l'Ifri.

Les opinions exprimées dans
ce texte n'engagent que la
responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-1020-0

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2025.

Image : © Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

« Turquie 2050 :
enrichissement
individuel en Turquie ;
Mavi Vatan 2025 ;
forêt de Belgrade »,
Repères sur la Turquie,
n° 25, Ifri,
février 2025.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org

www.ifri.org

ÉCONOMIE *A rich men's world?*

Un record statistique original a été atteint par la Turquie, et ce n'est pas celui de l'inflation. En 2023, c'est en Turquie que la richesse par adulte a le plus augmenté dans le monde, selon le rapport annuel de la banque suisse UBS, avec une progression de 158 % en devise locale par rapport à 2022. Les effets de devise corrigés, cette progression atteint 63 % en dollars, confirmant une évolution exceptionnelle de la richesse dans le pays.

En 2024, 27 Turcs apparaissent dans le classement mondial des milliardaires de Forbes. Deux noms ont fait leur entrée dans la liste, les frères Selçuk (1,2 milliard de dollars) et Haluk Bayraktar (1,1 milliard de dollars), copropriétaires de la société d'armement Baykar, respectivement 2 410^e et 2 545^e fortunes mondiales. L'individu le plus riche de Turquie reste Murat Ülker (5,1 milliards de dollars), le propriétaire à 63 % de la *holding* Yıldız, active dans le secteur alimentaire et des boissons non alcoolisées. Les sources des fortunes du palmarès sont assez diversifiées, bien qu'on constate une prépondérance dans les secteurs manufacturier (*fashion retail*), de la construction et de l'énergie, et de la santé (produits pharmaceutiques, hôpitaux). Sur les

27 milliardaires, 11 d'entre eux ont vu leurs fortunes progresser, 6 stagner et 10 reculer. Selon les projections d'UBS, le nombre de millionnaires (60 787 en 2023) devrait augmenter de 43 % et atteindre 87 072 en 2028. Cette dynamique place la Turquie en deuxième position mondiale derrière Taïwan.

Dans une économie en crise depuis 2018, marquée par des taux d'inflation records, la politique monétaire mise en place par le gouvernement, qui se caractérise par des taux d'intérêt bas et un taux de change élevé, aurait donc profité aux plus riches. Les inégalités de revenus ne cessent de se creuser : entre 2015 et 2024, la part du dernier quantile (20 % les plus riches) dans le revenu total est passée de 46,5 à 48,1 %, tandis que la part du premier quantile (20 % les moins riches) est passée de 6,1 à 6,3 % (« Income Distribution Statistics », TÜİK, 2024). Selon les dernières données de TÜİK, le salaire moyen en Turquie en 2023 était de 26 402 livres turques (TL), soit 741 dollars. La réévaluation régulière des pensions de retraite et du salaire minimum (22 104 TL au 1^{er} janvier 2025, soit 630 dollars) peine à maintenir les plus précaires à flot face au rythme de l'inflation : 13,6 % des ménages turcs sont en situation de pauvreté¹ (TÜİK, 2024). En parallèle, le crédit à la consommation ne cesse d'augmenter ; entre 2023 et 2024, son volume est passé de 2 426 milliards de livres turques à 3 996 milliards (*Bankacılık Düzenleme ve Denetleme Kurumu* – agence de régulation et de supervision bancaire), tandis que le nombre de cartes de crédit atteint 128,9 millions pour une population de 88 millions d'habitants (*Bankalararası Kart Merkezi* – centre interbancaire des cartes).

DIPLOMATIE

L'exercice militaire *Mavi Vatan* 2025 : la montée en puissance de la Turquie en mer

L'exercice des armées turques *Mavi Vatan* 2025 s'est déroulé du 7 au 16 janvier sur les trois mers bordant la Turquie : mer Égée, mer Noire et mer Méditerranée. Par son nom, il inscrit dans les institutions la doctrine turque de la Patrie Bleue (*Mavi Vatan*) qui a émergé au milieu des années 2000 sous l'impulsion de quelques amiraux, s'appuyant sur les revendications maritimes de la Turquie pour prôner le renforcement de ses forces navales.

Véritable démonstration de puissance, *Mavi Vatan* 2025 a mobilisé 87 navires, 7 sous-marins, 31 avions, 17 hélicoptères, 28 véhicules aériens sans pilote et 7 véhicules de surface sans pilote. 20 000 soldats, dont des forces spéciales, ont participé à des exercices militaires et à des visites stratégiques dans 22 ports de Turquie et dans le nord de Chypre². Les différents corps de l'armée turque s'y sont joints pour améliorer leur coordination et leur interopérabilité ; mais l'exercice témoigne surtout du retour en force de la Marine, avec la Patrie Bleue comme pilier de la politique de défense du pays. *Mavi Vatan* 2025 sert de vitrine pour les nouvelles initiatives du pays en matière de défense. Haluk Görgün, président des Industries de défense turques, a salué le lancement de deux frégates de classe Istif, développées dans le cadre du programme MILGEM et équipées à plus de 80 % avec des technologies turques : « les gardiens indomptables de la Patrie Bleue ont rencontré la mer ». La Turquie a aussi lancé la construction de son premier porte-avions, élément phare parmi les 31 navires en cours de construction ou en projet. La Turquie laisse apparaître un secteur naval en quête d'autonomie nationale mais aussi en pleine expansion à l'étranger. Les exportations de l'industrie de défense turque en matière navale sont en hausse, avec des corvettes du programme MILGEM destinées aux forces navales de l'Ukraine, de la Malaisie et du Pakistan³.

Au-delà d'œuvrer au renforcement de coopérations bilatérales, la Turquie cherche à réaffirmer sa puissance et à faire preuve de dissuasion face aux nouvelles menaces. Le président turc déclare que « [la Turquie] continuera à travailler avec détermination pour être une Turquie qui inspire confiance à ses amis et crainte à ses ennemis⁴ ». Le pays se trouve seul face à la Russie en mer Noire, pâtit des désaccords latents avec la Grèce au sujet des hydrocarbures, des délimitations maritimes et du règlement de la question chypriote. Pour autant, dans un contexte de tensions accrues en Méditerranée orientale, un rééquilibrage s'opère vers cette zone. Un accord de juridiction maritime avec l'administration syrienne⁵ et un accord de défense entre la Syrie et la Turquie⁶ ont été évoqués récemment. À considérer avec précaution, ils nous invitent à surveiller de près la politique maritime que la Turquie peut déployer au Proche-Orient.

POLITIQUE INTÉRIEURE

L'arbre qui cache la forêt : la forêt de Belgrade au cœur du jeu politique

À l'aube du 23 décembre 2024, une opération de police anti-émeutes autorisée par le ministère de l'Agriculture et des Forêts a été menée dans la forêt de Belgrade, dans le district stambouliote de Sarıyer. Les panneaux de la municipalité d'Istanbul, qui avait autorité sur la forêt depuis 2013, ont été démontés au pied-de-biche dès l'expiration de la période d'exploitation. Un cinquième de la forêt (1 150 hectares sur 5 000) qui était protégée (*muhafaza ormanı*) sera désormais transformé en « parc national » (*milli park*) et placé sous l'autorité de la Direction générale de la protection de la nature et des parcs nationaux.

La forêt de Belgrade est préservée depuis l'époque byzantine. Élevée au statut de « forêt témoin » (*numune ormanı*) par Atatürk, elle a été requalifiée *muhafaza ormanı* en 1953, limitant son exploitation. Elle est essentielle pour l'approvisionnement en eau de la mégalopole d'Istanbul, dont les ressources sont mises à mal par la croissance démographique, le changement climatique, ainsi que par des projets d'exploitation des forêts et zones humides en périphérie de la ville. Or, le changement de statut du lieu permettra l'ouverture de la forêt à des projets immobiliers, tels que la construction d'hôtels et de zones de camping. La mairie d'opposition d'Istanbul (CHP), qui s'était vue refuser le renouvellement de son bail pour une durée de 49 ans à l'automne, n'a pas eu gain de cause auprès du tribunal administratif d'Istanbul, qui a rejeté sa requête le 12 décembre dernier. Le président de la branche provinciale d'Istanbul du CHP, Özgür Çelik, a dénoncé un « transfert à des fins lucratives qui, sous couvert de protection, permettra le bétonnage ». Dans le cas d'Istanbul, c'est le moteur même du modèle de croissance de l'AKP qui est en cause : la transformation et la rénovation urbaines *via* des mégaprojets en partenariats publics/privés sont au cœur de sa stratégie politique

clientéliste, au prix d'une absence de consultation populaire, de changements récurrents des lois et d'une réduction des contrôles.

La planification urbaine devient désormais l'enjeu d'une dispute plus générale entre le niveau national et le niveau local du pouvoir, dont l'État tente de brider les compétences. Des foyers de résistance contre les décisions qui constituent des aberrations écologiques existent. En 2015, des campagnes s'étaient mises en place contre le mégaprojet d'aéroport sur le littoral de la mer Noire, avec en première ligne l'association écologiste *Küzey Ormanları Savunması* (Défense des forêts du Nord) créée dans le sillage de la révolte de Gezi, elle-même provoquée par un projet immobilier supposant de supprimer un parc dans le centre d'Istanbul. Dans la région de Muğla, dans le sud-ouest de la Turquie, les mobilisations écologiques contre l'exploitation du charbon sont régulièrement réactivées depuis les années 1980. Mais la société civile a encore aujourd'hui bien du mal à se faire entendre et les décisions de justice en faveur des mouvements de défense de l'environnement peinent à être appliquées : en 2005 la Cour européenne des droits de l'homme avait condamné le gouvernement turc pour non-application de ses propres décisions de justice. La dynamique ne se renverse localement que dans des conditions économiques et sociales très particulières. Ainsi à Uzungöl, site naturel et touristique situé près de Trabzon, dans la région de la mer Noire – bastion électoral de l'AKP –, les habitants, soutenus par les autorités locales, ont obtenu l'annulation du projet de centrale hydroélectrique par une décision du Conseil d'État, après quarante jours d'occupation du site et plus de dix ans de mobilisation.

1. Est pauvre tout ménage vivant avec moins de 60 % du revenu médian national. Ce chiffre monte à 21,2 % en Turquie si l'on prend la part des ménages vivant avec moins de 70 % du revenu médian.

2. « "Patrie bleue", l'exercice militaire turc qui crispe la Grèce », *Courrier international*, 8 janvier 2025.

3. A. Sahin, « Blue Homeland Modernization of the Turkish Navy », *Daily Sabah*, 23 janvier 2025.

4. « Turkey's "Blue Homeland 2025" Military Exercise Under Way in Aegean », *To Vima*, 7 janvier 2025

5. « Turkey to Sign EEZ Agreement with Syria, Transport Minister Says », *Ekathimerini*, 24 décembre 2024.

6. « Exclusive: Syria's Sharaa to Discuss Defense Pact with Turkey's Erdogan, Sources Say », *Reuters*, 4 février 2025.